

Dernières Actualités avant une probable adoption que les ONG et Écologistes qualifient de mortifère

Dossier de la rédaction de H2o
July 2026

Le 16 juillet se tenait la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi d'urgence agricole. Composée de 14 parlementaires (7 députés et 7 sénateurs) avec une majorité droite et extrême-droite, elle a validé la quasi-totalité des reculs entamés par l'Assemblée nationale et actés par le Sénat.

Deux néonicotinoïdes, l'acétamipride et le flupyradifurone, pourraient ainsi faire leur retour dans nos champs. L'usage de l'acétamipride a été "cantonné" à la filière noisette tandis que le flupyradifurone pourrait être autorisé pour les cultures de pommes, cerises et betteraves, ce qui affole les ONG au regard des superficies concernées avec des risques forts de contamination durable des eaux souterraines. Sur le volet "eau", la CMP a acté le doublement des volumes de stockage d'eau pour les usages agricoles au détriment d'une véritable réflexion sur le fond, de tous les autres usagers et du bon fonctionnement des écosystèmes. Concernant la protection des captages, certains membres de la CMP auraient aussi totalement exclu les pesticides interdits de la prise en compte des captages prioritaires.

Les ONG de défense de l'environnement sont sur le pied de guerre, mais pas seules : accompagnées d'ONG de consommateurs et de nombreux Écologistes des collectivités, notamment réunis au sein du réseau AMORCE et de France Eau Publique, qui alertent sur les risques majeurs que font peser ces dispositions relatives à l'eau sur la gouvernance progressivement établie depuis des décennies.

Le vote à l'Assemblée nationale est attendu lundi 20 juillet en soirée. Les ONG, qui appellent à un grand rassemblement devant l'Assemblée nationale, demandent au gouvernement le retrait de son projet et l'organisation d'un grand débat sur l'eau, impliquant tous les usagers.